



# Protéger l'eau comme un bien public

Le groupe GUE/NGL est un groupe confédéral au Parlement européen qui se compose de 35 députés de 13 États membres de l'Union européenne. Ils œuvrent pour la paix, la solidarité, la justice sociale, l'égalité, la démocratie et les droits de l'homme en Europe et ailleurs.

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique  
Parlement européen  
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles  
**T** +32-(0)228-42683  
**F** +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communications du Groupe GUE/NGL :  
**GUENGL-Communications@europarl.europa.eu**  
Photos : iStockphoto, Laszlo Ilyes, Aaron Escobar, Parlement européen  
Conception : Dominique Boon  
Impression : Dossche Printing  
© GUE/NGL – Bruxelles 2014  
Imprimé sur papier recyclé



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE  
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE  
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN





## Un bien public

Les Nations unies ont fait de l'accès à l'eau et aux installations sanitaires un droit universel. Pourtant, aujourd'hui, en Europe, de nombreux citoyens sont privés de ce droit à cause de la privatisation de l'eau et de la libéralisation du marché.

La Troïka a imposé des conditions de sauvetage financier qui ont aggravé ce problème dans les pays européens les plus frappés par la crise, comme l'Irlande, la Grèce et le Portugal.

Pour le groupe GUE/NGL, l'accès à l'eau et aux services d'assainissement est plus efficace lorsqu'il repose entre les mains du gouvernement, et non du secteur privé. Le Parlement européen doit poursuivre ses efforts pour veiller à ce que l'eau demeure un bien public, et pas une valeur marchande!



## Liquidation des acquis sociaux

La Commission croit que privatiser des services publics comme ceux qu'assurent les compagnies des eaux est bénéfique pour la société parce que l'efficacité et la compétitivité du secteur s'en trouveraient améliorés. En réalité, la libéralisation de l'approvisionnement en eau permet à des monopoles privés de dominer le secteur et fait de l'eau un bien auquel les plus démunis ont un accès limité.

La privatisation est à l'origine des inégalités et de l'exclusion, elle entraîne une hausse faramineuse des prix, des fuites d'eau excessives, une perturbation de l'approvisionnement en eau, une détérioration de la qualité des services et une gestion irresponsable. Bref, la privatisation fait peser encore plus d'injustice sociale sur les personnes les plus touchées par la crise économique actuelle.

Liquider les compagnies publiques des eaux est également en contradiction flagrante avec la prétendue neutralité de l'Union européenne sur la question de la propriété et de la gestion publiques ou privées des services collectifs d'approvisionnement en eau, telle qu'elle figure dans les traités européens.

## Défis futurs

- Le Parlement européen doit tenir son engagement d'éviter la libéralisation du secteur de l'eau, tels qu'il a été exprimé dans une série de résolutions, dont la dernière date de juillet 2012 et affirme que l'accès à l'eau doit être un droit fondamental et universel.
- Les membres du Parlement appartenant au groupe GUE/NGL ont soutenu l'initiative citoyenne européenne intitulée « L'eau et l'assainissement sont un droit humain », qui a obtenu du commissaire chargé du marché intérieur, Michel Barnier, qu'il retire l'approvisionnement en eau des projets de lois prévus dans le cadre de la directive sur les contrats de concession. À présent, le Parlement européen doit continuer à faire pression sur la Commission et le Conseil par la voie de la négociation afin de veiller à ce que les engagements soient respectés, car une directive européenne sur les contrats de concession obligera dans les faits les gouvernements municipaux européens à poursuivre la privatisation des services publics. Dès lors, si l'eau n'est pas exclue de la directive, des contrats pourraient être mis aux enchères en vue de desservir l'ensemble de l'Union européenne, donnant ainsi l'occasion aux multinationales de fondre sur ce marché et d'empêcher l'accès à un bien public essentiel à la vie elle-même.
- Ils soutiennent en particulier les revendicateurs qui exigent aux gouvernements la mise en œuvre du droit humaine à l'eau et à l'assainissement, reconnu par les Nations unies, en garantissant l'accès de tous les citoyens à un volume suffisant d'eau potable et aux services d'assainissement.
- Le groupe GUE/NGL pense que la gestion de l'eau ne doit pas être soumise aux règles du marché intérieur et que le droit à l'eau et à l'assainissement doit être universel. La libéralisation ne doit pas s'appliquer aux services d'approvisionnement en eau.